

AHMED BOUYACOUB [\*]

## Entreprise et exportation : quelle dynamique ?

La chute brutale des recettes d'exportation en 1986, de l'ordre de 38,1 %, représentant une baisse de cinq milliards de dollars par rapport à 1985, a entraîné progressivement une prise de conscience de l'importance de la diversification des exportations. Depuis cette date, les entreprises sont conviées par les pouvoirs publics à développer des exportations et à chercher des marchés extérieurs. Les expériences menées par certaines entreprises n'ont pas toujours été heureuses [1] et dix ans après, le niveau des exportations hors hydrocarbures n'a pas atteint les 500 millions de dollars en 1995.

Mais avant d'analyser le mouvement des exportations hors hydrocarbures, il y a lieu d'abord de relever, ce qu'on peut appeler, «des mythes» dans ce domaine.

### 1 - LE MYTHE DES EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

De nombreux discours économiques et parmi les plus avertis mettent en relief l'importance des exportations hors hydrocarbures au cours des premières années de l'indépendance pour affirmer que «les exportations agro-alimentaires constituaient les trois quarts des exportations totales à l'indépendance» (A. Brahim, 1991).

En fait, l'examen de données de la période 1963-1968 révèle que les hydrocarbures ont dès l'indépendance représenté la ressource principale du pays à l'exception de l'armée 1964.

Tableau n°1  
Part des hydrocarbures sur les exportations totales

Années	1963	1964	1965	1966	1967	1968
%	61,3	54,2	77,3	81,8	73,6	70,2

Source : Statistiques Financières Internationales, FMI, édition française, 1993

Bien entendu, les exportations des biens alimentaires, dont les vins, couvraient les importations alimentaires dans des proportions variables et ce jusqu' en 1970, comme le montre le tableau ci-après

Tableau n°2  
Taux de couverture des importations de produits alimentaires

Années	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1979
%	90	114,6	112,1	96,8	65,5	80,6	144,1	140,7	26,3	7,7

Source : Calculés à partir des Comptes Economiques, 1963-1968, S.E.P, avril 1970, p. 352 et ONS, n° 24, séries rétrospectives pour 1969 à 1979.

Mais ces données montrent que dès 1971, les exportations de biens alimentaires deviennent très faibles en comparaison avec le volume des importations dans le même domaine. De ce point de vue, on peut affirmer que l'Algérie, à l'indépendance, était déjà un pays dont les ressources principales provenaient du pétrole.

## 2 - LA GRANDE INSTABILITE DES RECETTES D'EXPORTATION

L'examen des données relatives au mouvement des exportations depuis l'indépendance montre qu'il y a eu, en trente ans, plusieurs périodes marquées par une grande variation des recettes d'exportation (cf. tableau ci-dessous).

Tableau n°3  
Les différentes périodes

	Niveau de recettes des exportations en milliard \$ US	Part des hydrocarbures dans les exportations en %.
1 <sup>ère</sup> période avant 1969	- de 1	entre 60 et 80
2 <sup>ème</sup> période 1970-1973	entre 1 et 2	entre 70 et 83
3 <sup>ème</sup> période 1974-1978	entre 4 et 6	entre 92 et 96
1979	10	98
1980-1985	+ 13	+ de 98
1986-1989	entre 7 et 9	entre 97 et 94
1990-1992	autour de 12	98
1993-1995	autour de 10	98

Source : Construit à partir de Statistiques Financières Internationales, F.M.I, édition française, 1994.

Ce tableau montre, s'il en est besoin, que jusqu'à présent les grandes étapes de l'économie algérienne ont été déterminées par le niveau des ressources d'exportation qui a connu une très grande variation due, bien entendu, à la variation du prix du pétrole.

Le niveau des recettes des hydrocarbures a donc déterminé le fonctionnement de l'économie et explique, à posteriori, la diversité des étapes, des rythmes de son développement et la diversité des contraintes que le pays a connues.

Ce schéma laisse très peu de place aux exportations hors hydrocarbures.

## 3 - LA PRATIQUE DES ENTREPRISES EN MATIERE D'EXPORTATION

Malgré les discours des pouvoirs publics, les exportations hors hydrocarbures restent relativement faibles. En 1995, elles ont atteint 5,5 % des exportations globales, soit 493 millions dollars US.

Plusieurs séminaires ont été organisés avec des opérateurs économiques en vue de la «promotion des exportations hors hydrocarbures» ; le dernier, en date du 26 mai 1995, faisant le constat relatif à l'année 1995, a amené un participant à dire que «la sphère économique est fortement malade» [2].

Quelle est la pratique des entreprises dans ce domaine ? d'une manière globale, si les exportations sont faibles en valeur, il y a lieu d'indiquer

que le nombre d'entreprises industrielles qui exportent est relativement important, du moins, dans le secteur public.

**Tableau n° 4**  
Nombre d'entreprises industrielles exportatrices

	Secteur public national	Secteur public local	Secteur privé plus de 10 salariés	Total
Nombre d'entreprises existantes (1)	128	250	1106	1484
Nombre d'entreprises exportatrices (2)	84	02	17	103
(2) / (1) %	65,6	0,8	1,5	6,9

Source : Annuaire de l'industrie 1992, ONS, n° 68, 1996  
Données statistiques, ONS, n° 195, avril 1994

Ainsi, en 1990, les deux tiers des entreprises industrielles publiques (65,6 %) ont pratiqué l'exportation ; par contre, le secteur privé reste relativement absent en matière d'exportation avec la présence de seulement 1,5 % des entreprises de plus de 10 salariés.

Ces données ont connu une baisse en 1992 ; elles sont passées respectivement à 40,6 % des entreprises publiques et 1,6 % du secteur privé.

Par contre, en termes de valeur, les exportations restent relativement faibles comme le montre le tableau suivant :

**Tableau n°5**  
Part des exportations dans les ventes totales en %

Industrie / Années	1990	1991	1992
Secteur public	3,4	4,8	3,7
Secteur privé	1,02	5,02	5,34

Source : Données statistiques, op. cit.

Les dernières données détaillées publiées sont relatives à 1992. Elles montrent que l'industrie publique et privée exporte moins de 5 % de ses ventes globales comparativement aux entreprises françaises, par exemple, qui réalisent 25 % en moyenne de leur chiffre d'affaires à l'exportation.

Par rapport aux exportations hors hydrocarbures, les exportations industrielles occupent également une position relativement faible comme le montre le tableau suivant :

**Tableau n°6**  
Exportations hors hydrocarbures

Années	1990	1991	1992
Part de l'industrie dans les exportations hors hydrocarbures	28,2	36,2	32

Ces données doivent être relativisées par le faible poids du secteur industriel hors hydrocarbures qui ne représente que 10,3 % du PIB en 1990 et 10,07 % en 1992. Autrement dit, c'est la croissance du poids de l'industrie hors hydrocarbures dans le Produit Intérieur Brut, qui

permettra d'accroître son poids dans les exportations globales. L'exemple tunisien est significatif de ce point de vue.

#### **4 - L'EXEMPLE TUNISIEN EN MATIERE D'EXPORTATION [3]**

En Tunisie, le poids de l'industrie manufacturière est passé de 13 % en 1982 à 21,2 % en 1995, du PIB. Les exportations de produits manufacturés sont passées de 568 millions dollars US en 1982 à 4.543 millions dollars US en 1995, soit une multiplication par huit en 13 ans ; il y a lieu d'indiquer que les investissements réalisés dans l'industrie manufacturière au cours de la période 1992-1995 ont atteint 2.185 millions dollars US. Mais ce qui est important à souligner, en dehors de l'accroissement du poids de l'industrie dans l'économie et de l'effort d'investissement dans les branches exportatrices, c'est la diversité des exportations : en 1994, l'industrie manufacturière représente 57 %, le tourisme 19 %, le pétrole 6 %, le transport 8 %, le reste 10 %.

Par ailleurs, cette forte croissance des exportations industrielle est alimentée par un mouvement important d'investissements de capitaux étrangers. En moyenne annuelle, l'investissement étranger a atteint 508 millions dollars US au cours de la période 1992-1995; plus d'un millier d'entreprises à capital étranger ou mixte sont, en 1995, en activité dont 875 sont totalement exportatrices,[4].

Ces quelques données mettent en relief l'important décalage existant entre les deux pays dans le domaine des exportations industrielles. Les exportations tunisiennes de biens manufacturés représentent dix fois plus que les exportations algériennes, alors que la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière de l'Algérie dépasse de 70 % celle de la Tunisie en 1995 (sachant que l'industrie algérienne a fonctionné avec seulement 53 % de ses capacités de production en 1995). L'exemple tunisien permet de lever le mythe des exportations hors hydrocarbures en Algérie.

#### **5 -L'INDUSTRIE ALGERIENNE N'AVAIT PAS ETE CONÇUE POUR EXPORTER**

En effet, la multiplication successive des ressources provenant des hydrocarbures, sans lien avec un effort de production nationale, mais en raison de manipulations des prix du pétrole sur la scène mondiale, a complètement bouleversé les projets d'investissement lancés au départ dans le cadre du modèle de développement en 1969.

Ce bouleversement du niveau des ressources extérieures a provoqué une perversion du modèle de développement, puisque les ressources provenant des hydrocarbures ont été multipliées par 2,23 en 1974 et ont entraîné un accroissement du volume de la dette extérieure de l'ordre de 55 % en 1975 (par rapport à 1973).

Ce processus d'endettement a connu un développement sans commune mesure avec les capacités réelles de réalisation des investissements du pays. Le volume de la dette extérieure a atteint 18.519 millions dollars US en 1979, soit une multiplication par 6,20 du niveau de la dette de

1973, alors que les ressources des exportations ont été multipliées, au cours de cette période, par 5,20 [5].

Mais, d'une manière générale, l'objectif d'exportation n'était pratiquement pas présent dans les préoccupations qui ont présidé aux choix industriels, tant du point de vue de la dimension des unités industrielles, de la nature des produits fabriqués, que de la recherche d'avantages comparatifs. Les industries étaient conçues d'abord pour satisfaire la demande du marché intérieur lui-même élargi rapidement par l'effet conjugué de la dynamique des revenus distribués et d'une croissance démographique débridée. Ce processus a fortement conditionné le fonctionnement des entreprises industrielles qui étaient d'abord des agents d'importation.

Cette dynamique de l'importation couplée à l'endettement doit être analysée dans le cadre de la division internationale du travail à laquelle l'Algérie n'a pas échappé malgré les discours d'indépendance économique tenus à ce sujet.

Nous avons montré ailleurs (Bouyacoub, 1987) comment ces entreprises ont été, de ce fait, un lieu de dévalorisation du capital étatique.

Le processus de dévalorisation revêt actuellement une forme différente puisque la dévaluation du dinar a eu pour première conséquence de diviser par dix, entre 1990 et 1995, la valeur de l'actif global de l'industrie exprimée en dollars. C'est dans ce cadre que l'analyse de la faiblesse des exportations doit être analysée.

## **6 - L'EXPORTATION HORS HYDROCARBURES NECESSITE UN REDEPLOIEMENT INDUSTRIEL PROFOND**

Les données analysées montrent que l'industrie algérienne, à quelques exceptions près, peut être présente sur le marché mondial mais les capacités d'exportation sont limitées de différents points de vue.

D'abord, les entreprises ne peuvent pas du jour au lendemain se transformer en vendeurs dans des marchés qu'elles ignorent complètement la stratégie d'exportation ne s'improvise pas. Elle s'inscrit dans la durée, mais également dans tous les choix que l'entreprise arrête en matière notamment de gamme de production, de qualité, de marketing et de réseaux.

La transformation de l'entreprise importatrice en agent économique capable d'exporter nécessite un redéploiement industriel important et donc des investissements importants pour identifier et développer une ou plusieurs des quatre formes de compétitivité relevées par B. Nezeys (1993). Entre la compétitivité-coût, la compétitivité-prix, la compétitivité technologique et la compétitivité structurelle, laquelle est à la portée de l'entreprise industrielle en Algérie ?

Les avantages comparatifs sont indéniables dans certains domaines (main-d'oeuvre qualifiée, niveau de salaires, coût de l'énergie, opportunités d'investissement, taux de change...).

Ils constituent des atouts particuliers mais ne sauraient à eux seuls impulser les entreprises vers le changement de leur comportement dans le domaine des exportations. C'est la conjonction de plusieurs facteurs qui peut transformer une industrie importatrice en industrie également exportatrice : un redéploiement industriel en vue de l'exportation, des investissements dans ce sens et des mécanismes institutionnels d'encouragement, sont les premiers préalables d'une dynamique d'exportation.

## Références Bibliographiques

BRAHIMI A., 1991. «l'Economie Algérienne», *OPU, Alger*

BOUYACOUB A., 1987. «La gestion de l'entreprise industrielle publique», 2 volumes, *OPU, Alger*.

NEZEYS B., 1993. «La compétitivité internationale», *Economica, Paris*.

## Notes

---

[\*] Professeur à l'Institut des Sciences Economiques de l'Université d'Oran. Chercheur associé au CREAD

[1] La tribune de l'économie en date du lundi 20 mai 1996 consacre plusieurs articles aux «limites aux dispositifs de soutien aux exportations».

[2] Le quotidien Liberté reprend ces propos en en faisant le titre de son édition du 27 mai 1996.

[3] Les données sont tirées du courrier de l'industrie, bulletin de L'APL, n° 73, mars 1996, Tunis.

[4] Investir en Tunisie, bulletin de L'APL, février 1996.

[5] Calculs effectués à partir des données du rapport de la Banque Mondiale, 1993.